



L'Ebola aux États-Unis, une question politique

Par [Andre Damon](#)

Mondialisation.ca, 18 octobre 2014

WSWS.org

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Science et médecine](#)

Chaque nouvel événement dans l'éruption de l'Ebola aux États-Unis révèle davantage le caractère incompetent, indifférent et irresponsable de la réaction officielle américaine à ce que l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a qualifié de « crise aiguë de santé publique indéniablement la plus sévère des temps modernes ».

Mercredi 15 octobre des responsables américains ont annoncé qu'une deuxième infirmière de l'hôpital ayant soigné Thomas Eric Duncan, malade de l'Ebola décédé la semaine dernière, s'était avérée atteinte de la maladie. On lui avait permis de prendre deux vols sur un avion de ligne, un aller-retour Dallas Cleveland après avoir été exposée à la maladie. Plus tard elle a déclaré qu'elle avait eu de la fièvre pendant le vol de retour.

Mardi 14 octobre, le plus important syndicat d'infirmiers américain *National Nurses United* a révélé que les infirmiers de cet hôpital avaient reçu des instructions de l'administration de soigner Duncan, un ressortissant du Libéria, avec une partie du visage et du cou non protégée. On leur a dit de compenser leur équipement de protection inadéquat en enveloppant la peau exposée de ruban adhésif médical.

Malgré les protestations des infirmiers, Duncan a été laissé pendant des heures dans une aire d'attente avec d'autres malades, pouvant donc les infecter. Ses échantillons de laboratoire sont passés sans protection à travers le système de tubes de l'hôpital avec la possibilité de contaminer le système tout entier. On a ordonné par la suite aux infirmiers qu'on avait obligés de soigner Duncan avec des vêtements de protection inadéquats d'assurer leurs activités habituelles à l'hôpital, rendre visite à d'autres malades avec la possibilité de les infecter.

Ces violations scandaleuses des protocoles de base anti-contamination Ebola ont eu lieu après qu'on ait amené Duncan à l'hôpital pour la seconde fois dans une ambulance parce que des membres de sa famille se doutaient qu'il avait contracté la maladie.

Mercredi 15 octobre le président Obama a réagi à l'inquiétude croissante du public et aux critiques en se faisant photographier avec des membres de son cabinet dont le secrétaire à la Défense Chuck Hagel et la conseillère à la Sécurité nationale Susan Rice. Il a prononcé une déclaration brève et superficielle et n'a répondu à aucune question de la part des médias dans ce qui était clairement une tentative de limiter les dégâts.

On ne peut rien croire de ce que dit Obama ni aucun responsable gouvernemental. Leur préoccupation primordiale est de cacher leur responsabilité pour ce désastre et non de dire la vérité à la population ou de faire le nécessaire pour la protéger.

Les premières victimes connues de la négligence des responsables gouvernementaux et hospitaliers ont été des travailleurs médicaux dont la vie a été mise en danger sans aucun souci des conséquences. L'indifférence vis-à-vis de la sécurité et de la santé de ces travailleurs résume bien l'attitude de la classe dominante envers le bien-être de la population entière. Ce n'est pas la première fois qu'une crise a démasqué le fait que la santé et les conditions sociales du public en général n'intéressent aucunement ceux qui détiennent le pouvoir économique et politique aux Etats-Unis.

Voilà neuf ans, la quasi destruction de la Nouvelle-Orléans par l'ouragan Katrina a révélé au grand jour le manque total de mesures préventives pour combattre l'impact d'une inondation majeure dans une région inondée maintes fois par le passé, ou pour protéger la vie de la classe ouvrière dans une grande ville américaine. Ce désastre a jeté une lumière crue sur des conditions de pauvreté choquantes et sur la réaction tardive, dérisoire et totalement inadéquate du gouvernement, qui a conduit à un bilan de presque 2000 morts.

Juste cinq ans plus tard, une fuite de pétrole gigantesque dans le Golfe du Mexique, le résultat d'une explosion sur la plate-forme pétrolière Deepwater Horizon, montrait une fois de plus la négligence criminelle des grandes sociétés et la complicité du gouvernement. Ce désastre a été entièrement d'origine humaine, le résultat d'économies et de méthodes dangereuses de la part de BP qui ont été facilitées par les organismes gouvernementaux de réglementation. La campagne de nettoyage a été confiée à la société responsable du désastre en premier lieu. Entre-temps il y a eu d'innombrables explosions d'usine, incendies, désastres miniers et accidents industriels dans des villes de par les États-Unis.

L'élite dirigeante américaine et ses représentants comme Obama abordent les questions de sécurité et le bien-être de la population américaine comme des agacements. Celles-ci nuisent à la génération des profits toujours plus importants des grandes entreprises et des fortunes toujours plus vastes des riches et des super-riches. Comme tout autre aspect de l'infrastructure sociale des Etats-Unis, le système de santé s'est détérioré en conséquence des coupes budgétaires et des bénéfices rapaces réalisés par les groupes pharmaceutiques, les chaînes privées d'hôpitaux et les groupes d'assurances.

Pendant qu'on savait depuis des décennies qu'une éruption d'Ebola pouvait se produire aux Etats-Unis, aucun effort n'a été engagé pour y faire face. Aucun vaccin n'a été mis au point. Au contraire, les ressources nécessaires pour s'occuper des questions urgentes de santé ont été détournées au profit de la guerre et de la conquête à l'étranger et de l'enrichissement grandissant de l'aristocratie financière américaine. Cette semaine encore, le directeur-général de l'Organisation Mondiale de la Santé, Dr. Margaret Chan a expliqué le manque d'intérêt pour développer un vaccin contre l'Ebola, en disant qu'une « industrie motivée par le profit n'investit pas dans les produits destinés aux marchés qui ne peuvent pas payer. »

Le Docteur Francis Collins, dirigeant des Instituts nationaux américains de Santé, a informé le *Huffington Post* de ce qu'un vaccin serait très probablement déjà disponible si des coupes budgétaires de milliards de dollars n'avaient pas eu lieu dans la recherche médicale.

Ces désastres montrent la faillite et l'échec non seulement d'un gouvernement, mais du système de profit capitaliste lui-même. La subordination de toute question sociale, y compris la santé, à la recherche des profits par les entreprises et la vénalité de l'élite dirigeante, qui s'accompagne d'une division irrationnelle du monde en Etats nationaux rivaux, rendent impossible le développement rationnel et l'utilisation socialement bénéfique des forces productives. Au lieu de quoi on trouve des niveaux de richesse immenses et

obscènes entre les mains d'une minorité alors que les services sociaux de base se décomposent et que la pauvreté augmente pour la masse des gens.

Une campagne sérieuse pour stopper l'épidémie grandissante d'Ebola en Afrique et sa propagation aux Etats-Unis et à d'autres pays nécessite:

- La création d'une équipe internationale de médecins, scientifiques et professionnels de santé afin d'enlever la réponse à la crise des mains des gouvernements aux services de la grande entreprise. Cette équipe, en développant un plan d'action global, doit se voir attribuer toutes les ressources nécessaires - quels que soient le nombre de milliards de dollars à dépenser - pour traiter ceux qui sont déjà malades et empêcher la propagation de la maladie.
- Un programme de recherche financé par l'Etat, qui soit complètement indépendant de l'industrie de santé orientée vers le profit, des entreprises pharmaceutiques et des sociétés géantes d'assurance, doit être mis en place pour développer rapidement et rendre disponible pour tous un vaccin anti-Ebola comme un premier pas vers l'éradication de cette maladie infectieuse et de toute autre liée à la pauvreté.

Ceci n'est pas simplement une tâche scientifique. C'est une question politique.

Il est nécessaire de tirer les conclusions appropriées de l'éruption d'Ebola et de la série de catastrophes qui l'a précédé. La mise en œuvre d'une réponse humaine et rationnelle à la crise d'Ebola, comme à tous les fléaux sociaux propres à une société fondée sur l'exploitation, nécessite une lutte de la part de la classe ouvrière pour réorganiser la société sur des fondations socialistes afin de répondre aux besoins sociaux, et non au profit privé. Cela comprend l'élimination du profit du domaine de la Santé et la fourniture, comme un droit social, de soins médicaux de haute qualité.

Andre Damon

Article original, [WSWS](#), paru le 16 octobre 2014

La source originale de cet article est [wsws.org](#)

Copyright © [Andre Damon](#), [wsws.org](#), 2014

Articles Par : [Andre Damon](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca